INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 12 avril 2022**

* Les marchés européens ont fini dans le rouge, même si l'inflation sous-jacente aux Etats-Unis a rassuré. L'indice CAC 40 a clôturé en repli de 0,28% à 6 537,41 points tandis que l'EuroStoxx50 a perdu 0,21% à 3 831,73 points. Aux Etats-Unis, la Bourse était bien orientée avec un Dow Jones s'adjugeant 0,81% vers 17h30.
* Très attendue, l'inflation aux Etats-Unis a atteint en avril un plus haut depuis décembre 1981, dopée par la hausse des prix de l'énergie : +11%. Sur un an, elle est ressortie à 8,5% alors que consensus la donnait à 8,4%, contre 7,9% en février. L'inflation "core", c'est à dire hors énergie et alimentation, est ressortie sous les attentes: en rythme annuel, elle a atteint 6,5% contre un consensus de 6,6%, après 6,4% en février.
* Les investisseurs avaient anticipé de mauvais chiffres, la Maison Blanche ayant notamment averti dès hier sur le niveau élevé de l'inflation en avril. Sur le marché des taux, les rendements du 10 ans se sont détendus des deux côtés de l'Atlantique. Le 10 ans américain perdait plus de 7 points de base à 2,70% et son équivalent allemand, un peu moins de 2 points à 0,8%.
* Quelques heures plus tôt, les investisseurs ont pris connaissance d'une dégradation plus faible que prévu de l'indice ZEW en avril. Cet indicateur, qui mesure le sentiment des investisseurs allemands sur les perspectives économiques est ressorti à -41 contre -48 attendu selon le consensus Reuters et -39,3 en mars. " Les anticipations et les évaluations de la situation économique sont actuellement similaires à celles du début de la pandémie COVID-19 en mars 2020 ", a précisé l'institut de recherche économique.
* " Les prix du gaz en Europe intègrent déjà une prime substantielle pour le risque de perturbations liées à la guerre en Ukraine. Ils sont désormais suffisamment élevés pour attirer des volumes importants de GNL en Europe et éroder visiblement la demande ", explique Morgan Stanley. Pour le reste de l'année 2022, le spécialiste pense qu'une grande partie de la prime de risque géopolitique actuelle se maintiendra, soutenant le prix du TTF - le contrat de gaz de référence en Europe - au-dessus de 30 dollars par million de Btu (British thermal unit).
* La couronne suédoise gagne plus de 2% face à l’euro sur un mois, un euro s'échangeant désormais contre 10,29 couronnes. Si la Banque centrale de Suède (Riksbank) a déçu, lors de sa réunion de février, en maintenant son approche accommodante, de plus en plus de commentaires de membres de l’institution ont suggéré, par la suite, qu’un tournant restrictif pointait à l’horizon. Pour Commerzbank, cela est désormais intégré dans les cours, de sorte que la paire euro-couronne suédoise devrait rester plutôt stable à l’avenir.
* Le déficit commercial français s'est sensiblement amélioré en février 2022 en s'établissant à 9,4 milliards d'euros, après avoir atteint son plus haut niveau historique le mois précédent (9,8 milliards d'euros). Les importations sont restées quasi-stables (à 55,8 milliards), après avoir ralenti les trois mois précédents. Les exportations ont, elles, poursuivi leur hausse (+0,4 milliard), un rythme toutefois nettement inférieur à celui enregistré en moyenne sur les six derniers mois (+0,7 milliard).

La hausse des importations, comme celle des exportations continue à être avant tout tirée par celle des prix, explique la direction générale des douanes.

"En février 2022, le solde énergétique poursuit son recul sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie, écrit-elle. Hors énergie, les soldes des échanges de biens d'investissement et de biens de consommation se relèvent depuis trois mois, de façon tout de même plus marquée pour les biens d'investissement".

* L'Organisation Mondiale du Commerce s'attend désormais à une croissance du volume des échanges de marchandises de 3% en 2022, contre 4,7% précédemment, et de 3,4 % en 2023. "Mais ces estimations sont moins certaines que d'habitude en raison de la nature fluide du conflit" en Ukraine, précise l'OMC. Le PIB mondial devrait quant à lui augmenter de 2,8 % en 2022 après une hausse de 5,7% en 2021, puis la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,2 % en 2023, dans l'hypothèse d'une incertitude géopolitique et économique persistante.

"L'impact économique le plus immédiat de la crise a été une forte hausse des prix des produits de base, écrit l'institution internationale. Malgré leur faible part dans le commerce et la production mondiaux, la Russie et l'Ukraine sont des fournisseurs clés de produits essentiels, notamment de denrées alimentaires, d'énergie et d'engrais, dont l'approvisionnement est désormais menacé par la guerre. Les expéditions de céréales via les ports de la mer Noire ont déjà été interrompues, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la sécurité alimentaire des pays pauvres".

**SOCIETES**

* Au sein du marché parisien, les valeurs liées aux matières premières (Eramet, ArcelorMittal, CGG...) se sont distinguées dans le sillage de la hausse des cours du pétrole : +5,82% à 105 dollars pour le baril de Brent. En revanche, les valeurs liées à la santé ont souffert: bioMérieux a notamment fortement reculé après un début d'année un peu décevant.
* Dans un environnement dégradé pour les marchés actions, EssilorLuxottica a sous-performé le CAC 40 avec un repli de 1,16% à 161,35 euros, malgré l'annonce hier soir d'une acquisition en Italie. Le lunetier franco-italien a en effet signé un accord en vue de prendre possession de 90,9% de Giorgio Fedon & Figli, un fabricant d'étuis et emballages de lunettes coté sur Euronext Growth à Milan.

La société a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de 50,1 millions d'euros, en hausse de 18%, ainsi qu'un EBITDA ajusté de 4,3 millions (+5%).

Le prix d'achat convenu est égal à 17,03 euros pour chaque action Giorgio Fedon & Figli et correspond à un total de 29,4 millions d'euros. Il inclut une prime de 135% par rapport au prix officiel de cotation des actions de la société enregistré le 8 avril 2022 (dernier jour de cotation précédant la date d'entrée en vigueur de l'accord).

L'opération devrait être finalisée d'ici fin juin 2022, à l'issue de laquelle une OPA obligatoire sur le solde du capital devra être lancée au même prix de 17,03 euros. Le montant total atteindra ainsi 32 millions d'euros, ou 40 millions en tentant compte de la dette nette à fin 2021.

* A l’occasion d’un point préliminaire sur ses comptes du premier semestre fiscal 2022 (octobre-mars), easyJet (+1,64% à 551,50 pence) a indiqué qu’elle avait réduit ses pertes sur un an et dépassé les attentes du marché. Et ce, malgré les vents contraires qu’ont représenté le variant Omicron et la hausse du carburant. La compagnie aérienne à bas coûts anticipe une perte avant impôts comprise entre 535 et 565 millions de livres sterling et un chiffre d’affaires d’environ 1,5 milliard de livres sterling.

Sur le seul deuxième trimestre fiscal 2022 (janvier-mars), le nombre de passagers transportés a atteint 11,54 millions (contre 1,23 million un an plus tôt) et le coefficient d'occupation est ressorti à 78% (contre 60% un an plus tôt). Les capacités se sont établies à 67% du niveau d'avant-crise, ce qui ressort globalement en ligne avec la guidance.

Pour le troisième trimestre de son exercice en cours (avril-juin), easyJet devrait tourner à environ 90% de ses capacités d'avant-crise. La compagnie précise qu'elle n'est que faiblement exposée à l'Europe de l'Est.

" Depuis que les restrictions sur les voyages ont été levées, easyJet a connu une forte reprise continue de ses activités, ce qui a donné lieu à des perspectives positives pour Pâques et au-delà, avec des volumes de réservation quotidiens pour l'été qui dépassent actuellement ceux de la même période de l'exercice fiscal 2019 ", s'est réjoui Johan Lundgren, le directeur général d'easyJet.

* bioMérieux a chuté de 5,6% à 93,20 euros, pénalisé par la publication hier soir, et avec environ trois semaines d'avance, d'un chiffre d'affaires du premier trimestre 2022 légèrement inférieur aux attentes. Sur les trois premiers mois de l'exercice, les ventes du spécialiste du diagnostic in vitro ont reculé de 0,9% à 837 millions d'euros. En organique, le repli atteint 4,5%. Le consensus Bloomberg tablait sur un chiffre d'affaires de 840 millions. Le groupe a souffert d’une base de comparaison difficile liée à la pandémie de Covid-19.

L'activité organique a été portée par la bonne performance des applications industrielles (+6%) et de la microbiologie (+5%), compensée par le ralentissement en biologie moléculaire (-6,7%) et en immunoessais (-15,9%). Les effets de change ont été favorables pour 30 millions d'euros, principalement du fait du renforcement du dollar américain et du yuan chinois face à l'euro.

* Carmat cède 17% à 10,33 euros après une augmentation de capital de 40,5 millions d'euros. 36,5 millions d'euros ont été levés auprès d'investisseurs spécialisés et stratégiques et 4,1 millions d'euros auprès de particuliers (via la plateforme PrimaryBid). La medttech prévoit d'utiliser les fonds levés pour assurer la continuité de ses activités et notamment pour accompagner le redémarrage de la production de son cœur artificiel Aeson, et assurer la reprise, prévue en octobre 2022, de ses implantations, tant dans le cadre commercial que celui de ses essais cliniques.

Ces fonds, combinés aux ressources financières existantes de la société, lui permettent de financer ses activités, selon son " business plan " actuel jusqu'en mars 2023.

L'opération a donc été réalisée en deux volets à un prix de 10 euros par action, soit avec une décote de 20%. Dans une note publiée ce matin, Invest Securities évalue la dilution de l'opération à 26%.

* Capital Group a vendu simultanément des participations importantes dans Deutsche Bank AG et Commerzbank, révèle le Wall Street Journal. La société d'investissement américaine a cédé des participations d'environ 5 % dans les deux banques allemandes, selon des personnes proches du dossier, générant un produit d'environ 1,75 milliard d'euros. Les actions ont été proposées avec une décote d'environ 7 % par rapport à leurs niveaux de négociation précédents.

A la Bourse de Francfort, l'action Deutsche Bank perd 8,49% à 10,95 euros tandis que celle de Commerzbank recule de 7,73% à 6,47 euros.

Aucun autre investisseur ne détenait 5 % ou plus du capital de ces banques, selon FactSet.

**ANALYSES**

* Pour l'instant, ni l'invasion russe en Ukraine ni le retour de confinements en Chine n'ont eu raison de l'économie française. Mais de premiers effets commencent à se faire sentir, qui ont conduit les économistes de la Banque de France à réviser à la baisse leur prévision de croissance au premier trimestre.

Leur nouvelle estimation table sur une hausse du PIB de 0,25 % sur les trois premiers mois de l'année, contre 0,5 % anticipé précédemment. Si les perspectives d'activité pour avril demeurent relativement positives, elles se révèlent très incertaines.

L'enquête de conjoncture réalisée auprès de 8.500 dirigeants par la banque centrale entre le 29 mars et le 5 avril, soit un mois après le début du conflit entre Kiev et Moscou, et publiée ce mardi décrit, de fait, une situation contrastée. D'un côté, l'activité a continué de progresser en mars, tirée par les services, dont les perspectives restent bien orientées, notamment dans la restauration, le travail temporaire et la location de voitures.

Mais elle est restée stable dans le bâtiment. Et, plus inquiétant, l'industrie s'est inscrite en « léger repli », faisant donc moins bien que prévu puisque les chefs d'entreprise anticipaient une petite progression. L'évolution reste néanmoins hétérogène selon les secteurs, plus négative dans l'automobile, les produits informatiques, électroniques et optiques ou l'aéronautique que dans d'autres. Par ailleurs, les carnets de commandes sont toujours bien garnis. A ce stade, les perspectives pour le mois d'avril sont « quasi étales ».

Mais aujourd'hui, les industriels et les entrepreneurs du BTP ont renoué avec des niveaux d'incertitude comparables à ceux exprimés au moment du deuxième confinement. La guerre en Ukraine et la dégradation du contexte sanitaire en Chine entraînent de nouvelles difficultés d'approvisionnement. Alors qu'en début d'année, ils espéraient une accalmie progressive, 60 % des industriels - soit un plus haut depuis mai 2021 - jugent que ces perturbations pèsent sur leur activité.

Le secteur agroalimentaire est celui où les tensions augmentent le plus fortement, suivi de l'automobile. Sans surprise, ces dysfonctionnements s'accompagnent d'une hausse des prix des matières premières et des produits finis, même si elle apparaît plus modérée pour ces derniers. Ce ralentissement n'empêche pas la persistance des difficultés de recrutement à un niveau élevé. La moitié des entreprises interrogées était concernée par ce problème en mars.

**L’AGENDA DU 13 avril 2022**

**11h00 en zone euro**

Production industrielle en février

**14h30 aux Etats-Unis**

Indice des prix à la production en mars

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de produits pétroliers